

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

F. 99 — 1598

[C - 99/11185]

**3 MAI 1999. — Arrêté royal
relatif à la gestion du réseau national de transport d'électricité**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 9, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 avril 1999;

Vu la concertation avec la société coopérative à responsabilité limitée « Société pour la Coordination de la Production et du Transport de l'Energie électrique », propriétaire du réseau de transport d'électricité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai normal pour la transposition de cette directive a expiré le 19 février 1999; que, nonobstant le délai supplémentaire d'un an lui laissé par la directive, le Gouvernement belge a annoncé, lors du dépôt du projet de loi, qu'il voulait tout mettre en œuvre pour transposer la directive dans le délai normal; que le Gouvernement estime que tout retard dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'important mouvement d'accélération du processus de transposition de la directive dans les autres Etats membres de l'Union européenne; que la désignation d'un gestionnaire du réseau national de transport d'électricité est une étape indispensable à la mise en œuvre des dispositions de la loi du 29 avril 1999 précitée; qu'il est essentiel que les règles visant à assurer l'indépendance et l'impartialité de la gestion du réseau de transport soient définies préalablement; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, les termes « producteur », « autoproducteur », « réseau de transport », « gestionnaire du réseau », « propriétaires du réseau », « distributeur », « intermédiaire », « utilisateur du réseau », « entreprise associée », « entreprise liée », « règlement technique » et « Commission » ont les significations définies à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

N. 99 — 1598

[C - 99/11185]

**3 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het beheer
van het nationaal transmissienet voor elektriciteit**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 9, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 30 april 1999;

Gelet op het overleg met de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Maatschappij voor Coördinatie van Productie en Transport van Elektrische Energie », eigenaar van het transmissienet voor elektriciteit;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit de omstandigheid dat voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt van de bepalingen van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit; dat de normale termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 19 februari 1999 is verstreken; dat, niettegenstaande de bijkomende termijn van één jaar die haar door de richtlijn wordt toegekend, de Belgische Regering bij de indiening van het wetsontwerp heeft aangekondigd dat zij alles in het werk wilde stellen om de richtlijn binnen de normale termijn om te zetten; dat de Regering meent dat elke vertraging in de omzetting de concurrentiepositie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de belangrijke tendens tot versnelling van het omzettingsproces van de richtlijn in de andere Lidstaten van de Europese Unie; dat de aanwijzing van een beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit een onmisbare schakel is voor de inwerkingstelling van de bepalingen van voornoemde wet van 29 april 1999; dat het van essentieel belang is dat de regels tot waarborg van de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van het beheer van het transmissienet vooraf worden bepaald; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, belast met Energie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit hebben de termen « producent », « zelfopwekker », « transmissienet », « netbeheerder », « neteigenaars », « distributeur », « tussenpersoon », « netgebruiker », « geassocieerde onderneming », « verbonden onderneming », « technisch reglement » en « Commissie » de betekenis bepaald in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

§ 2. En outre, pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « actionnaire dominant » : toute personne physique ou morale et tout groupe de personnes agissant de concert qui détient, directement ou indirectement, 10 pour-cent au moins du capital du gestionnaire du réseau ou des droits de vote attachés aux titres émis par celui-ci;

2° « personnes agissant de concert » : toutes personnes physiques ou morales entre lesquelles existe un accord ayant pour objet ou effet l'adoption par elles d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'exercice de leurs droits de vote au sein du gestionnaire du réseau;

3° « administrateur non exécutif » : tout administrateur qui n'assume pas de fonction de direction au sein du gestionnaire du réseau ou l'une de ses filiales;

4° « administrateur indépendant » : tout administrateur non exécutif qui :

- ne fournit pas de biens ou services au gestionnaire du réseau ou à l'une de ses filiales et n'a pas un intérêt patrimonial significatif dans une société ou association qui fournit des biens ou services au gestionnaire du réseau ou à l'une de ses filiales;

- n'a pas de lien de parenté avec un membre de la direction du gestionnaire du réseau ou de l'une de ses filiales qui, de l'avis de la Commission, est susceptible d'influencer son jugement;

- n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur autre qu'un autoproducteur, de l'un des propriétaires du réseau, d'un distributeur, d'un intermédiaire ou d'un actionnaire dominant et n'a pas exercé une telle fonction ou activité au cours des douze mois précédant sa nomination en tant qu'administrateur du gestionnaire du réseau; et

- n'entretient aucune autre relation avec l'une des personnes visées au tiret précédent, ni avec l'une de leurs entreprises associées ou liées, qui, de l'avis de la Commission, est susceptible d'influencer son jugement.

Art. 2. Tant que des titres conférant un droit de vote au sein du gestionnaire du réseau ne sont pas admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne, les statuts du gestionnaire du réseau doivent transposer les dispositions des articles 1^{er} à 4 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition et rendre applicables les articles 6 à 8 de la même loi. Les statuts doivent prévoir que les déclarations à faire en vertu des dispositions précitées sont également adressées à la Commission, dans les délais et sous la forme prévus par ou en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de la même loi.

Art. 3. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est administré par un conseil d'administration dont la majorité des membres sont des administrateurs non exécutifs et dont un tiers au moins des membres sont des administrateurs indépendants.

§ 2. Les administrateurs indépendants sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires du gestionnaire du réseau parmi les candidats proposés sur une liste double par le comité de gouvernement d'entreprise visé à l'article 5. Les premiers administrateurs indépendants sont nommés pour une durée de trois ans au plus.

Art. 4. Les statuts du gestionnaire du réseau doivent comporter des dispositions appropriées en vue :

1° d'assurer un processus décisionnel équilibré favorisant la recherche d'un consensus;

2° d'assurer la disponibilité d'informations suffisantes en temps utile pour tous les administrateurs;

3° de permettre le recours à l'avis d'experts externes, aux frais de la société, à la demande d'un tiers au plus des administrateurs.

Art. 5. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau constitue en son sein un comité de gouvernement d'entreprise, composé majoritairement d'administrateurs indépendants, qui est chargé des tâches suivantes :

1° proposer à l'assemblée générale des actionnaires des candidats aux mandats d'administrateur indépendant;

§ 2. Bovendien moet voor de toepassing van dit besluit worden verstaan onder :

1° « dominerende aandeelhouder » : elke natuurlijke of rechtspersoon, en elke groep personen die in onderling overleg optreden, die, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten minste 10 procent bezit van het kapitaal van de netbeheerder of van de stemrechten verbonden aan de effecten die door hem zijn uitgegeven;

2° « personen die in onderling overleg optreden » : alle natuurlijke of rechtspersonen tussen wie een akkoord bestaat met als doel of gevolg dat zij een parallelle gedragslijn volgen voor de uitoefening van hun stemrechten binnen de netbeheerder;

3° « niet-uitvoerende bestuurder » : elke bestuurder die geen directiefunctie vervult bij de netbeheerder of bij een van zijn dochterondernemingen;

4° « onafhankelijke bestuurder » : elke niet-uitvoerende bestuurder die :

- geen goederen of diensten levert aan de netbeheerder of aan een van zijn dochterondernemingen en geen significant vermogensbelang heeft in een vennootschap of vereniging die goederen of diensten levert aan de netbeheerder of aan een van zijn dochterondernemingen;

- geen familiebanden heeft met een lid van de directie van de netbeheerder of van een van zijn dochterondernemingen die, volgens de Commissie, zijn oordeel kunnen beïnvloeden;

- geen enkele functie of activiteit uitoefent, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een producent andere dan een zelfopwekker, van een van de neteigenaars, van een distributeur, van een tussenpersoon of van een dominerende aandeelhouder, en geen dergelijke functie of activiteit heeft uitgeoefend tijdens de twaalf maanden vóór zijn benoeming als bestuurder van de netbeheerder; en

- geen enkele andere relatie onderhoudt met een van de personen bedoeld in het vorige gedachtenstreepje, of met een van hun geassocieerde of verbonden ondernemingen, die, volgens de Commissie, zijn oordeel kan beïnvloeden.

Art. 2. Zolang stemrechtverlenende effecten van de netbeheerder niet zijn opgenomen in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een Lidstaat van de Europese Unie, moeten de statuten van de netbeheerder de bepalingen overnemen van de artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnamebiedingen en de artikelen 6 tot 8 van dezelfde wet van toepassing maken. De statuten moeten bepalen dat de kennisgevingen vereist krachtens voornoemde bepalingen eveneens tot de Commissie worden gericht, binnen de termijnen en in de vorm bepaald door of krachtens artikel 4, § 1, van dezelfde wet.

Art. 3. § 1. De netbeheerder wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan de meerderheid van de leden niet-uitvoerende bestuurders zijn en waarvan ten minste een derde van de leden onafhankelijke bestuurders zijn.

§ 2. De onafhankelijke bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders van de netbeheerder onder de kandidaten op een dubbele lijst voorgedragen door het corporate governance-comité bedoeld in artikel 5. De eerste onafhankelijke bestuurders worden benoemd voor een duur van maximum drie jaar.

Art. 4. De statuten van de netbeheerder moeten gepaste bepalingen bevatten teneinde :

1° een evenwichtig besluitvormingsproces te waarborgen dat gericht is op consensusvorming;

2° de tijdige beschikbaarheid van voldoende informatie voor alle bestuurders te waarborgen;

3° toe te laten het advies van externe deskundigen in te winnen, op kosten van de vennootschap, op verzoek van ten hoogste een derde van de bestuurders.

Art. 5. De raad van bestuur van de netbeheerder richt in zijn schoot een corporate governance-comité op, in meerderheid samengesteld uit onafhankelijke bestuurders, dat met de volgende taken is belast :

1° aan de algemene vergadering van aandeelhouders kandidaten voorstellen voor de mandaten van onafhankelijk bestuurder;

2° examiner, à la demande de tout administrateur indépendant, du président du comité de direction ou de la Commission, tout cas de conflit d'intérêts entre le gestionnaire du réseau, d'une part, et un actionnaire dominant ou une entreprise associée ou liée à un actionnaire dominant, d'autre part, et faire rapport à ce sujet au conseil d'administration;

3° se prononcer sur les cas d'incompatibilité dans le chef des membres du comité de direction et du personnel;

4° sans préjudice des compétences de la Commission, veiller à l'application des dispositions du présent arrêté, en évaluer l'efficacité au regard des objectifs d'indépendance et d'impartialité de la gestion du réseau de transport et soumettre chaque année un rapport à ce sujet à la Commission.

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau constitue en son sein un comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs et majoritairement d'administrateurs indépendants, qui est chargé des tâches suivantes :

1° examiner les comptes et assurer le contrôle du budget;

2° assurer le suivi des travaux d'audit;

3° évaluer la fiabilité de l'information financière;

4° organiser et surveiller le contrôle interne.

§ 2. Le comité d'audit a le pouvoir d'enquêter dans toute matière qui relève de ses attributions. A cette fin, il dispose des ressources nécessaires, a accès à toute information, à l'exception des données commerciales relatives aux utilisateurs du réseau, et peut demander des avis d'experts internes et externes.

Art. 7. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau constitue en son sein un comité de rémunération, composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs et majoritairement d'administrateurs indépendants, qui est chargé de formuler des recommandations au conseil d'administration au sujet de la rémunération des membres du comité de direction.

Art. 8. § 1^{er}. Les articles 60 et 60bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales s'appliquent au gestionnaire du réseau comme s'il avait fait publiquement appel à l'épargne et comme si ses titres étaient admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 2. Si le comité de gouvernement d'entreprise conclut à l'existence d'un conflit d'intérêts au sens de l'article 5, 2°, les représentants de l'actionnaire dominant en cause au conseil d'administration s'abstiennent de prendre part au vote.

Art. 9. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau délègue à un comité de direction tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion opérationnelle du réseau de transport en toute autonomie. La délégation de ces pouvoirs et la nomination et la révocation du président du comité de direction sont soumises à l'approbation préalable du comité de gouvernement d'entreprise.

Art. 10. Les membres du comité de direction et du personnel du gestionnaire du réseau ne peuvent exercer aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, de l'un des propriétaires du réseau, d'un distributeur, d'un intermédiaire ou d'un actionnaire dominant.

Art. 11. Les commissaires-reviseurs du gestionnaire du réseau font à la Commission des rapports périodiques et, à sa demande, des rapports spéciaux sur l'application des dispositions du présent arrêté. Ils font d'initiative rapport à la Commission dès qu'ils constatent un acte ou un fait qui peut constituer une infraction à ces dispositions ou impliquer une discrimination entre des utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau.

Art. 12. Les statuts du gestionnaire du réseau doivent transposer les dispositions des articles 2 à 11. Les clauses prévues à cet effet sont soumises à l'approbation préalable de la Commission.

Art. 13. Le gestionnaire du réseau prend les mesures techniques et organisationnelles requises pour limiter l'accès aux données commerciales relatives aux utilisateurs du réseau et au traitement de ces données aux seuls membres de son comité de direction et de son personnel, dans la mesure nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

2° op verzoek van elke onafhankelijke bestuurder, van de voorzitter van het directiecomité of van de Commissie, elk belangenconflict onderzoeken tussen de netbeheerder, enerzijds, en een dominerende aandeelhouder of een met een dominerende aandeelhouder geassocieerde of verbonden onderneming, anderzijds, en hierover verslag uitbrengen aan de raad van bestuur;

3° zich uitspreken over de gevallen van onverenigbaarheid in hoofde van de leden van het directiecomité en van de personeelsleden;

4° onverminderd de bevoegdheden van de Commissie, toezien op de toepassing van de bepalingen van dit besluit, de doeltreffendheid ervan evalueren ten aanzien van de eisen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van het beheer van het transmissienet en elk jaar een verslag hierover aan de Commissie voorleggen.

Art. 6. § 1. De raad van bestuur van de netbeheerder richt in zijn schoot een auditcomité op, uitsluitend samengesteld uit niet-uitvoerende bestuurders en in meerderheid uit onafhankelijke bestuurders, dat met de volgende taken is belast :

1° de rekeningen onderzoeken en de controle van het budget waarnemen;

2° de auditwerkzaamheden opvolgen;

3° de betrouwbaarheid van de financiële informatie evalueren;

4° de interne controle organiseren en daarop toezicht uitoefenen.

§ 2. Het auditcomité is bevoegd om onderzoek in te stellen in elke aangelegenheid die onder zijn bevoegdheid valt. Te dien einde beschikt het over de nodige werkmiddelen, heeft het toegang tot alle informatie, met uitzondering van commerciële gegevens betreffende de netgebruikers, en kan het interne en externe deskundigen om advies vragen.

Art. 7. De raad van bestuur van de netbeheerder richt in zijn schoot een vergoedingscomité op, uitsluitend samengesteld uit niet-uitvoerende bestuurders en in meerderheid uit onafhankelijke bestuurders, dat belast is met het opstellen van aanbevelingen aan de raad van bestuur inzake de bezoldiging van de leden van het directiecomité.

Art. 8. § 1. De artikelen 60 en 60bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn van toepassing op de netbeheerder zoals in het geval dat hij een publiek beroep op het spaarwezen zou hebben gedaan en zijn effecten zouden zijn opgenomen in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een Lidstaat van de Europese Unie.

§ 2. Indien het corporate governance-comité concludeert tot het bestaan van een belangenconflict in de zin van artikel 5, 2°, onthouden de vertegenwoordigers van de betrokken dominerende aandeelhouder in de raad van bestuur zich van deelneming aan de stemming.

Art. 9. De raad van bestuur van de netbeheerder draagt aan een directiecomité alle nodige bevoegdheden op opdat dit comité in volle autonomie kan instaan voor het operationeel beheer van het transmissienet. Deze bevoegdheidsopdracht en de benoeming en het ontslag van de voorzitter van het directiecomité behoeven de voorafgaande goedkeuring van het corporate governance-comité.

Art. 10. De leden van het directiecomité en de personeelsleden van de netbeheerder mogen geen enkele functie of activiteit uitoefenen, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een producent, van een van de neteigenaars, van een distributeur, van een tussenpersoon of van een dominerende aandeelhouder.

Art. 11. De commissarissen-revisoren van de netbeheerder leggen aan de Commissie periodieke verslagen voor en, op haar verzoek, bijzondere verslagen over de toepassing van de bepalingen van dit besluit. Zij brengen op eigen initiatief verslag uit aan de Commissie van zodra zij een handeling of een feit vaststellen die een inbreuk op deze bepalingen kunnen uitmaken of een discriminatie tussen netgebruikers of categorieën van netgebruikers kunnen impliceren.

Art. 12. De statuten van de netbeheerder moeten de bepalingen van de artikelen 2 tot 11 omzetten. De clausules die te dien einde worden bepaald, behoeven de voorafgaande goedkeuring van de Commissie.

Art. 13. De netbeheerder treft de technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn om de toegang tot de commerciële gegevens betreffende de netgebruikers en tot de verwerking van deze gegevens te beperken tot enkel de leden van zijn directiecomité en zijn personeelsleden, voor zover nodig voor de uitoefening van hun taken.

Art. 14. A la demande de l'utilisateur du réseau en cause, le contrat relatif à l'accès au réseau de transport contient une clause soumettant les différends relatifs à l'accès au réseau de transport, à l'application du règlement technique ou aux tarifs visés à l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 précitée à conciliation ou arbitrage conformément au règlement visé à l'article 28 de la même loi.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Notre ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Art. 14. Op verzoek van de betrokken netgebruiker houdt de overeenkomst betreffende de toegang tot het transmissienet een clausule in volgens welke de geschillen betreffende de toegang tot het transmissienet, de toepassing van het technisch reglement of de tarieven bedoeld in artikel 12 van voornoemde wet van 29 april 1999 worden voorgelegd aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van dezelfde wet.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

F. 99 — 1599

[C - 99/11150]

19 AVRIL 1999. — Arrêté royal portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de Normalisation (IBN)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 relatif à la normalisation;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'homologation ou l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de Normalisation;

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement, donné le 23 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est approuvée la norme belge mentionnée ci-après :
NBN C 61-142/A2

Matériel pour installations domestiques et analogues - Disjoncteurs de branchement.

Art. 2. La norme énumérée à l'article 1^{er}, peut être consultée à l'Institut belge de Normalisation, avenue de la Brabançonne 29, à 1000 Bruxelles, où elle est en vente.

Art. 3. Les homologations suivantes cessent de sortir leur effet :
NBN B 27-601

Tuile en terre cuite (avec 1 erratum);

NBN B 27-601/A2

Tuile en terre cuite;

NBN EN 71-1

Sécurité des jouets - Partie 1 : Propriétés mécaniques et physiques.

Art. 4. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

N. 99 — 1599

[C - 99/11150]

19 APRIL 1999. — Koninklijk besluit houdende bekrachtiging van Belgische normen uitgewerkt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (BIN)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 20 september 1945 betreffende de normalisatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging of de registratie van de door het Belgisch Instituut voor Normalisatie openbaar gemaakte normen;

Gelet op het advies van de Regeringscommissaris, gegeven op 23 december 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd, de hierna vermelde Belgische norm :
NBN C 61-142/A2

Materieel voor huishoudelijke installaties en dergelijke - Automatische schakelaars voor aansluiting.

Art. 2. De in het artikel 1 vermelde norm kan geraadpleegd worden bij het Belgisch Instituut voor Normalisatie, Brabançonnellaan 29, 1000 Brussel, waar zij te koop is.

Art. 3. De volgende bekrachtigingen worden ingetrokken :

NBN B 27-601

Kleidakpan (met 1 erratum);

NBN B 27-601/A2

Kleidakpan;

NBN EN 71-1

Veiligheid van speelgoed - Deel 1 : Mechanische en fysische eigenschappen.

Art. 4. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO